L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 30 AOUT 1887. | 60me Année

Dufour & Bonnet.
Propriétaires-Editeurs

Entered at the Post Office at New Orleans, La, a Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI, 30 AOUT 1887

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes-Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne voir la 2e page.

L'Abeille du 1er Septembre.

Nous publierons jeudi, 1er septembre, une Revue complète des opérations financières et commerciales de l'exercice 1886-87 à la Nouvelle-Orléans. Cette Revue renfermera tous les renseignements désirables sur les progrès de l'industrie, l'état des récoltes, le cours des valeurs publiques, etc.

Notre numéro du 1er septembre devant être tiré à un nombre considérable d'exemplaires et expédié dans toutes les directions, les annonces qui y seront insérées auront une très grande circulation. Nous croyons devoir appeler sur ce fait l'attention du commerce et des parties intéressées en général.

VENTES DE CE JOUR,

Par B. Onorato-Propriété de choix et de valeur dans le 3me district dans le carré d'îlet borné par les rues Peters Montégut, Chartres et Clouet.

Par Henry Starr & Co., à leur salle d'encan No 55 rue de Chartres, bottes, souliers et brodequins.

L'industrie sucrière en danger.

Plusieurs journaux de nos campagnes viennent, tout dernièrement encore, de jeter le cri d'alarme et d'attirer l'attention de leurs lecteurs sur les dangers que courent aujourd'hui, peut être plus que les années précédentes, l'industrie sucrière louisianaise. Nous citerons, entre autres, le *South* d'Iberville, qui a écrit sur ce sujet d'excellents articles. L'auteur connaît évidemment à fond la question qu'il traite et, pour n'être pas étayés sur de longs et peu attrayants tableaux de statistique, ses arguments n'en sont pas moins puissants et entraînants.

Exagère-t-il un peu la situation ? On le croirait, au premier coup d'œil. Le libre-échange n'est guère en vogue, depuis trois ou quatre ans; ses actions baissent singulièrement ; il a reçu quelques cruelles leçons, et celle que vient de lui donner le Kentucky, dans les dernières élections d'Etat, devrait lui ouvrir les yeux, s'il n'était pas aveuglé par le plus étrange des fanatismes.

Il s'agissait de l'élection d'un gouverneur. Il y a quatre ans, le candidat démocrate l'emportait à 44,000 voix de majorité ; l'année suivante, lors de l'élection présidentielle, M. Cleveland enlevait encore 35,000 voix de plus que son concurrent républicain. Il y avait déjà un déficit assez considérable, mais des hommes comme les Morrison et les Carlisle ne se laissent pas ébranler par aussi petite mésaventure. Le premier l'a payé cher depuis ; il a été jeté par dessus bord, dans son Etat ; le second a failli y passer lui-même, et sa réélection a été un moment fort douteuse. Pour un politicien de sa taille, l'avertissement était dur. M. Carlisle n'a pas bronché ; il tient plus que jamais à son idée qu'il s'obstine à qualifier "d'idée Kentuckienne". (Kentucky idea). Bien entendu, le programme de la convention que présidait ce dernier et qu'il a longuement paraphrasé dans un discours assez habilement échafaudé, contenait la quintessence du libre-échange.

Sait-on comment les ingrates populations du Kentucky ont répondu à tous ces efforts ? Par la médiocre majorité de 17,000 voix—une perte de 27,000 sur le chiffre d'il y a quatre ans; de 17,000 sur celui de l'élection présidentielle. Il paraît que le corps électoral de cet Etat est aussi obstiné que son brillant représentant. Encore une victoire à la Pyrrhus, comme celle-là, et les républicains seront maîtres de la place.

Il en est aussi à peu près partout, dans le Sud principalement. Ce n'est pas nous qui le constatons, c'est le *Sun* de New-York. "Ces résultats sont dûs aux prodigieux progrès industriels accomplis par le Sud. . Les habitants de cette région sentent bien qu'il s'agit du salut de leurs manufactures, toutes nouvelles, toutes en voie de prospérité. Depuis six mois, il s'est fondé dix-huit cent cinquante établissements dans lesquels a été absorbé un capital énorme, dépassant $160,000,000. Les fabriques de toute sorte, les exploitations de carrières, de mines, les chemins de fer, s'y multiplient de tous côtés ; jamais nulle part, il ne s'est produit un mouvement si étourdissant. Comment, dans une pareille situation, cette moitié des Etats-Unis ne songerait elle pas à défendre, à maintenir à tout prix ses industries? De là, la nouvelle victoire, écrasante pour les Carlisle et autres, que vient de remporter le parti protectionniste dans le Kentucky."

D'où vient donc les craintes que l'on éprouve pour nos planteurs ? N'y a-t-il pas dans la situation actuelle de quoi nous rassurer à leur sujet ? N'exercent-il pas une industrie qui appelle, comme toutes les autres et au même titre que que toutes les autres, la protection de l'Etat ? Ce n'est précisément ici qu'il y paraît le danger et que l'on commence à comprendre la nécessité d'une vigilance toute spéciale, car elle gêne terriblement une classe très opulente, très influente de spéculateurs du Nord, cette industrie ; elle les empêche de recevoir, affranchis de tout droit, une masse de sucres bruts, qui ne leur coûteraient presque rien et qu'ils pourraient revendre fort cher, au sortir de leurs raffineries.

Voici un fait qui prouve qu'on ne fait pas précisément de mauvaises affaires dans le trafic des sucres de provenance étrangère. L'an dernier, les produits des îles Sandwich débarquant à San Francisco et arrivaient dans le Nord, à New-York, par terre. La nouvelle loi qui réglemente le commerce d'Etat à Etat, apportant quelqu'obstacle à ce transport par les lignes de fer, les expéditeurs ont trouvé plus commode et meilleur marché de faire doubler, par leurs navires, le Cap Horn et d'aller débarquer leurs chargements à New York. Il vient d'y arriver, d'un seul coup, dix mille tonnes. C'est la première expédition de ce genre ; elle sera, paraît-il, suivie de beaucoup d'autres, à la grande joie des faiseurs de Wall Street qui y trouvent leur compte. Que leur importe que le producteur du pays en souffre, que le travail national soit arrêté ; pourvu qu'ils fassent fortune, le reste leur est parfaitement indifférent.

Ce n'est malheureusement pas le seul côté valnérable de l'industrie louisianaise. Elle a beau avoir été une des plus grandes gloires de la nation et, dès maintenant, être une de ses plus précieuses ressources, on lui reprochera toujours de ne pouvoir s'exercer que sur une zône très étroite du pays, sur un coin de terre perdu au loin, sur les plages du Golfe du Mexique; en un mot, d'avoir un caractère moins national que local, et il nous faut reconnaître que, sans le secours que nous ont inopinément apporté, depuis trois ou quatre ans, les fermiers de l'Ouest, devenus producteurs de sucre de sorgho, il y a longtemps que nous aurions été sacrifiés à la rapacité des spéculateurs de New-York.

Mais le plus grand vice de notre production sucrière, ce qui lui fait courir le plus grand danger, c'est qu'elle est la plus abondante ressource du trésor, c'est qu'elle verse des sommes énormes dans ses caisses. Partout ailleurs, on conserverait avec soin un droit aussi précieux ; ici, c'est une raison pour l'abolir, on tout au moins, pour le diminuer considérablement. Par un bonheur tout à fait unique dans l'histoire économique de notre époque, les budgets de l'Union font mieux que de s'équilibrer ; chaque année, tous frais d'administration payés, plus les intérêts de la dette et la somme consacrée mensuellement à l'amortissement du capital de cette dernière, il reste dans les caisses du trésor un montant assez élevé pour constituer aujourd'hui une réserve de plusieurs centaines de millions de dollars. Ces excédants de budgets sont-ils bien réels ? Ne leur trouverait-on pas un emploi utile, nécessaire même, dans une foule d'améliorations intérieures qui font évidemment défaut aux populations et qu'elles réclament à grands cris, de tous les côtés? Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Mais la réserve, justifiée ou non, étant admise, elle place le gouvernement dans une situation fausse vis-à-vis des contribuables; il lui est impossible de continuer à accabler ces derniers d'impôts onéreux ; à défaut de travaux publics accomplis, un dégrèvement devient indispensable, et c'est là précisément ce qui sert de prétexte à la guerre que l'on fait à l'industrie sucrière.

"Rendez," m'écrie-t-on dans certains cercles très influents, très puissants du Nord, "rendez au peuple les soixante ou quatre-vingt millions que lui coûte la protection accordée par vous aux planteurs sucriers, et l'équilibre se rétablira bientôt entre les recettes et les dépenses." On se garde bien de dire qu'il y a une foule d'autres industries qui jouissent du même privilège et qui devraient, par conséquent, participer au même dégrèvement. C'est justement pour conserver aux fabriques et aux usines qu'ils représentent, que les spéculateurs dont nous parlons veulent sacrifier l'industrie louisianaise et qu'ils en font le bouc émissaire.

Qu'il y ait là une injustice grossière, brutale, révoltante, cela n'a fait pas question, mais la suggestion est d'autant plus dangereuse que le moyen proposé pour abaisser les taxes est plus facile à employer; il consiste à rayer, d'un seul trait de plume, un droit qui produit une somme énorme, et les masses aiment assez les procédés expéditifs qui les dispensent de raisonner et d'étudier les rouages si compliqués de l'administration financière. Quant à l'administration, elle les adopte d'autant plus volontiers, qu'elle y voit pour elle une simplification de besogne. Au lieu d'avoir à remanier un tarif général qui s'applique à des centaines d'articles divers, couverts, à différents degrés et à différents titres, de l'égide du tarif, elle n'a plus qu'à en biffer un seul—travail pour elle insignifiant, qui lui laisse de doux loisirs, sans diminuer d'un cent ses émargements mensuels, trimestriels ou annuels.

Il ne faut pas grand effort de raisonnement pour comprendre les dangers que cette situation crée à l'industrie louisianaise. C'est ce qui motive l'appel chaleureux fait aux planteurs de nos campagnes par quelques journaux des paroisses rurales. Combien d'entre eux, disent-ils en substance, s'efforcent de sauver l'industrie qui les fait vivre, eux et les quatre ou cinq cent mille travailleurs qu'ils emploient sur leurs habitations ? Sur mille, à peine deux cents, les membres de l'Association des Planteurs sucriers de l'Etat; sans cesse ils sont sur la brèche, envoyant des comités à Washington pour s'entendre soit avec nos représentants et nos sénateurs, soit avec les différentes commissions budgetaires; faisant face aux ennemis de notre industrie, reponssant leurs attaques, réfutant leurs arguments. Voilà qui est fort bien, et l'on ne peut que louer ceux des membres de l'Association qui ont tien épargnés pour défendre les intérêts en péril de leurs collègues; mais encore faut-il qu'ils soient soutenus, appuyés par ces derniers; encore faut-il que les mille planteurs qui sont aussi intéressés qu'eux au maintien de la production sucrière donnent eux-mêmes signe de vie, fassent quelques efforts individuels. Sans eux, l'Association ne peut avoir qu'une influence limitée ; avec eux elle devient toute puissante. Qu'on y réfléchisse ; il est temps de se montrer, de s'unir, de prêcher d'exemple, de donner un coup d'épaule à la roue, de renforcer les combattants. Il y va du salut de l'industrie. A l'heure qu'il est, avec les prix infimes du sucre, la moindre diminution du tarif serait un arrêt de mort pour nos habitations sucrières. Tant d'efforts, tant d'améliorations, tant de perfectionnements, tant de millions dépensés pour aboutir à la ruine! Ce serait trop. Nous avons meilleur espoir pour l'avenir du pays, meilleure opinion de nos planteurs.

Les terres arables, aux environs d'Opelousas, portent toutes les denrées trouvant un bon placement sur les différents marchés. On y cultive coton, cannes, maïs, avoine, foin, plantes fourragères, principalement celles qui peuvent servir d'engrais; ainsi que le millet, les fruits, les pêches, les pommes, la vigne, les figues, les pacanes. L'élevage y est l'objet de beaucoup de soin, et l'on y propage les races les plus perfectionnées. Les terres y sont à des prix très modérés, variant de $5 à $30.

Il y a une compagnie dite "Southwestern Louisiana Land Company" qui se charge de la vente des terres et a son siège à Opelousas. Comment ne se trouve-t-il aucune manufacture dans un centre aussi riche et aussi actif? C'est ce que l'on a de la peine à comprendre. Il devrait y avoir des moulins à coton et des fabriques d'huile de graine de coton.

La petite ville est très salubre et parfaitement drainée par différents bayous qui tous tombent dans le golfe du Mexique. On y compte deux hôtels, deux journaux dont un, le *Courrier*, a conservé une partie française. Chaque jour, les affaires y augmentent ; avec la multiplicité des moyens de communication, Opelousas deviendra un des centres les plus actifs, les plus prospères de l'Etat.

—La famille Chachereé a eu, comme à l'ordinaire, son assemblée annuelle, le jour de la St-Louis, fête patronale de la famille. Le repas qui a suivi la messe, chantée à l'église, en présence de tous les membres de la famille, comptant plusieurs générations, était extrêmement nombreux. On y remarquait des vieillards tels que MM. Weiland Chachereé, 87 ans; Mme Beauregard Chachereé, 86 ans ; Mme D. C. Sitzig, 76 ans ; M. B. Martel, 73 ; Mme Eugénie, Martel, 70 ; M. Vaucheré Bonté, 68. Il n'y manquait que le juge B. A. Martel, qui, comme juge, législateur, citoyen notable, a joué un grand rôle dans la paroisse depuis près d'un demi-siècle. Le juge était indisposé.

—Décédé à Opelousas, M. A. Blanc Duquesnay, professeur, natif de Marseille ; il était âgé de 49 ans.

Le *Bulletin*, Markaville, paroisse Avoyelles, du 27 août :

La température est maintenant agréable. Si elle avait été moins ardente, la cueillette serait maintenant générale dans la paroisse. Heureusement, le vent du Nord est arrivé pour rafraîchir l'atmosphère. Nous espérons voir des expéditions de coton, la semaine prochaine.

—On nous écrit, de Mansura :

"Les fermiers de la paroisse qui n'ont épargné ni soin, ni peine, pour obtenir une bonne récolte, n'ont qu'à s'en féliciter; ils seront amplement récompensés de leur labeur ; la récolte s'annonce magnifiquement.

Le maïs a un excellent rendement; il suffira à tous les besoins de la population. Le coton promet beaucoup. Ce sera un véritable succès, il procurera assez d'argent au fermier pour faire face à ses dépenses."

—Il y a bien peu de maladies jusqu'ici, mais il est à craindre qu'elles n'augmentent bientôt. Il est donc sage de prendre des précautions pour s'en préserver.

L'*Advertiser*, Lafayette, paroisse Lafayette, du 27 août :

Nous avons eu une excellente pluie, mardi dernier ; elle a rafraîchi l'atmosphère et nous annonce l'arrivée de l'automne.

—Le Dr R. J. Francez, de Carencro, un des plus respectables citoyens de ces parages, nous dit que le coton est excellent, cette année, qu'il ne l'a jamais été depuis 1859. Il ne croit pas que les chenilles fassent beaucoup de mal. Quand même elles arriveraient en grand nombre, elles ne pourraient guère diminuer la récolte que d'un quart.

—On nous écrit de Scott ;

"Les chenilles ont fait invasion dans les champs du voisinage ; les planteurs s'apprêtent à les combattre, à l'aide du vert de Paris.

"A l'ouest, du côté du Bayou Queue Tortue, le maïs et le coton sont superbes ; nous n'en avons pas eu de si beaux depuis nombre d'années. En ce qui concerne le maïs, nous n'avons aucune crainte à avoir. Nous ne pouvons en dire autant du coton que les chenilles pourraient endommager considérablement, si elles arrivaient en grand nombre.

"Nos meilleurs planteurs sont MM. Alex. Delhomme, fe col. Ar D. Breaux, D. Cayret, Ambroise Chiasson et Nathan Foreman.

Purifiez le sang avec la Salsepareille d'Ayer, et vous réaliserez dans quel pauvre état de santé vous vivies auparavant.

—Nous recevons la lettre suivante que nous nous empressons de publier.

Nlle Orléans, 28 août, 1887.

Messieurs :

Sachant, de longue date, tout l'intérêts que vous portez aux œuvres utiles, particulièrement, à celles qui ont en vue notre prospérité agricole et l'amélioration de notre sol, je viens vous prier de porter à la connaissance du public l'annonce suivante :

Raceland, Lne., 30 août, 1887.

Une grande Foire doit avoir lieu chez M. Vasseur Bourgeois, sur la rive droite du Bayou Lafourche, à environ un mi le plus bas que Lafourche Crossing, le samedi et le dimanche 3 et 4 septembre, 1887.

Le produit de cette Foire sera versé dans le Fonds de Drainage du 4e District.

Plusieurs comités ont été formés dans le but de solliciter et de recueillir des contributions à cet effet.

Tous les bons citoyens, tous ceux qui ont à cœur le bien et la prospérité du pays apporteront leur obole et leur concours à cette œuvre si recommandable et tiendront à honneur de faire de cette Foire un vrai succès.

Le soussigné recevra tous les dons qu'on voudra lui adresser pour cet objet et remercie d'avance tous ceux qui voudront répondre à son appel.

REV. E. A VIGROUX,
Directeur Général.

Pour comprendre le but poursuivi, quelques mots d'explication sont nécessaires.

Par ordonnance du juri de police de la paroisse Lafourche, adoptée le 18 mai 1883, une taxe de 1 1/2 mill a été levée, audessous de la limite imposable, en vue de créer un fonds dit de "drainage" pour l'amélioration générale des terres de Lafourche.

Le but de cette ordonnance n'était pas, comme on le pense bien, de drainer les terres en culture, ce que chaque habitant fait de lui-même, mais d'ouvrir les égouts naturels en arrière de ces mêmes terres et, dans certains cas, d'en créer de nouveaux. Ces égouts naturels ou artificiels, traversant les concessions de différents propriétaires, il était impossible à l'un ou à plusieurs d'entr'eux d'y songer, sans l'assentiment de tous les concessionnaires, parmi lesquels s'en trouvait d'intraitables.

L'ordonnance en question, en plaçant ce travail sous le contrôle du juri de police, anéantissait, par le fait, toutes les petites hostilités de clocher ou de voisinage. En conséquence, la paroisse, après une enquête sérieuse, a été divisée en différents districts de drainage, en prenant pour objectif les divers bassins de chaque section. Elle a nommé, à cet effet, des commissaires responsables, choisis parmi les habitants de ces mêmes districts pour conduire les travaux.

Dans les premier, deuxième, cinquième et sixième districts, comprenant les plus belles terres de Lafourche, par conséquent les plus riches, la taxe était plus que suffisante et l'ouvrage exécuté, avec les fonds votés, a donné la plus grande satisfaction. Il ne s'agit plus, pour le moment, que d'entretenir ces mêmes égouts. C'est pourquoi la dite taxe a été réduite, cette année, à un mill.

Malheureusement, il n'en est pas de même pour le troisième district et une partie du quatrième; les terres comprises entre Thibodaux et l'habitation de M. Southène Foles, sur une étendue de 16 milles environ, comprenant une population nombreuse et généralement pauvre, n'avaient plus aucun égoût; il fallait en créer un.

Avant l'adoption de cette ordonnance, les habitants s'étaient bravement mis à l'ouvrage; les uns donnaient leur temps, les autres, leurs contributions volontaires. Mais, là comme ailleurs, on se heurtait à l'indifférence de certaines personnes, ce qui paralysait l'élan général. Enfin la taxe ayant été ordonnée, le courage est revenu à tous et l'on s'est mis à l'œuvre avec empressement. A l'aide des ressources très limitées de la taxe, on a pu ouvrir un petit chenal de 8 à 12 pieds de largeur sur 4 de profondeur, ce qui a donné un résultat surprenant, mais, malgré tout, encore insuffisant. Il s'agit aujourd'hui de parfaire l'œuvre si bien commencée, en élargissant le chenal ; malheureusement, la taxe ayant été réduite à un mill, comme je l'ai dit ci-dessus, il faudrait des années pour achever cet ouvrage qui donnera une plus value considérable à toutes ces terres, et apportera une grande amélioration au bien-être des trois cent cinquante familles qui composent ce populeux district.

C'est donc pour venir en aide à cette nombreuse et intéressante population, que les hommes les plus honorables de la paroisse se sont mis à la tête du mouvement et font un appel chaleureux à tous les bons citoyens qui ont à cœur la prospérité de leur pays.

Je ne puis terminer cet exposé, déjà trop long, sans rendre un hommage bien mérité aux membres intelligents du juri de police de Lafourche, qui, par leur initiative, ont ouvert des horizons nouveaux à leurs collègues des autres paroisses, en sortant d'une routine surannée, incompatible avec les aspirations du progrès moderne. Notre lieutenant-gouverneur a droit aussi à la reconnaissance de ses concitoyens de Lafourche, pour l'impulsion habile et généreuse qu'il a su imprimer à toutes les œuvres d'améliorations morales et matérielles de sa paroisse et à celle-ci, tout particulièrement.

Veuillez agréer, cher monsieur, etc.

TELSHEIM, Sr.

La Sa'saparille d'Ayer peut être considérée, par ses vertus infaillibles, comme le seul spécifique pour les maladies du sang.

Le cyclone de Bordeaux.

Bordeaux, 16 août.

Les communes des environs de Bordeaux ont été fortement éprouvées par la tempête.

A La Souys, à Floirac et dans les environs l'orage a sévi avec la plus violente intensité et a causé de très grands dégâts.

Sur le quai Deschamps, sur le quai de la Souys et sur la route qui fait suite, des ormeaux ont été brisés à la moitié du tronc, d'autres ont été fendus du haut en bas, d'autres déracinés.

Les clôtures sont écroulées, les arbres fruitiers ont été secoués dans tous les sens ; les maïs sont couchés dans la terre vaseuse.

Quai de La Souys, un énorme tas de planches appartenant à M. Bourgès, marchand de bois, a été soulevé par un coup de vent et les planches emportées comme des fétus dans toutes les directions, sur la route, dans le fossé creusé du côté opposé; quelques-unes ont traversé la haie et sont tombées dans la vigne.

Les grelons, qui tombaient avec un bruit formidable, ont laissé sur les murs des traces, ainsi que l'auraient pu faire des balles. Les jardins et les champs sont tous ravagés.

Enfin, de tous côtés arrivent des renseignements disant que dans toute cette contrée de Floirac, Boulïac, La Treune, etc., les récoltes sont malheureusement en grande partie perdues.

A Bouliac, à La Treune, à Gradignan, à Talence, à Mérignac, à Léognan, à Budos, toutes les récoltes sont perdues. La grêle a fait rage, arrachant les feuilles aux arbres, mutilant les branches; les vignes, les fruits sont littéralement hachés. Au village de Bicon, il n'y a pas une cheminée debout. La grange de M. Adolphe Blanc, propriétaire, a été envahie par l'inondation: 150 hrebis ont été noyées.

Coquelin aîné donnait avec sa troupe, au Casino d'Arcachon, les *Précieuses Ridicules* et *Grisgrize*; la salle était bondée. L'émoi produit par les coups de tonnerre, les éclairs et la pluie qui s'abattait avec violence sur la toiture du Casino, a été tel, que le public et les artistes ont été très effrayés, et la représentation a dû être suspendue pour être reprise après la tempête. On ne s'est pas aperçu de la bourrasque qui a causé tant de dégâts à Bordeaux.

On mande d'Auch, 14 août :

Un orage d'une violence inouie est venu porter la désolation et la ruine dans nos contrées.

Le cyclone, dont le centre était à Lasa, petite commune de l'arrondissement de Mirande, et dont les extrémités atteignaient un développement de plus de cent kilomètres, a sévi d'une façon particulièrement terrible dans les localités suivantes : Lasa, Masseube, Seissan, Auterive, Labarthe, l'Isle-de-Noé, Saint-Jean-le-Comtal, Saint-Lary, Ordan Larroque, Duran, Gastis, Roquelaure, Montestruc, etc., etc.

Les renseignements qui nous parviennent à l'instant nous autorisent à affirmer que, dans la plupart de ces communes, la grêle a littéralement haché les récoltes. Les routes, sur certains points, sont obstruées de branches d'arbres rompues par la violence de l'ouragan

A Lasa, il aurait enlevé les tuiles des maisons et obligé leurs habitants de chercher un refuge chez des voisins plus solidement abrités.

L'ascension du "Horla."

Devant une assistance composée surtout de savants et de journalistes, M. Jovis a fait, le 16 août, une conférence sur son ascension. M. Delpeut, président de l'Union aéronautique de France, présidait la réunion. Nous n'avons à prendre parti ni pour ni contre M. Jovis. Notre devoir est de rendre compte simplement de ce qui a été dit. Nous ferons observer, toutefois, que la corporation des aéronautes est telle où existe peut être le plus "la jalousie de métier", et qu'en somme MM. Jovis et Mallet ont tenu ce qu'ils avaient promis. L'Académie des sciences, du reste, les a invités à venir raconter eux-mêmes leur voyage aérien, Il faut donc que ce voyage ait été vraiment sérieux.

M. Jovis avait invité tous ses détracteurs à venir l'entendre. M. Canezza est venu, mais M. Tissandier, qui a été, on s'en souvient, témoin de la mort de Crocé-Spinelli et de Sivel dans la nacelle du *Zénith*, n'ayant pu se rendre au siége de la Société, a adressé à M. Jovis la lettre suivante, qui est loin, comme on va le voir, du langage prêté au célèbre aéronaute :

Paris, 15 août.

Je ne suis pas absent aujourd'hui, mon cher monsieur Jovis, mais je serai absent demain. Je pars prendre quelques jours de repos auprès de ma femme et de mes enfants, à Cabourg, et je resterai une dizaine de jours au bord de la mer.

Vous voilà parmi le petit nombre—très petit nombre—d'explorateurs aériens qui ont atteint les régions élevées de 7,000 mètres Au delà, les difficultés vont en augmentant, surtout dans les régions voisines de 280 millimètres de mercure de pression (8,000 mètres). Au delà, c'est la mort à risquer. Je connaîtrai quelques lignes à votre voyage dans la *Nature* de cette semaine ; j'y reviendrai lorsque vous aurez publié plus de détails.

La vitesse des courants aériens dans les hautes régions est un fait très curieux, que votre voyage a mis en évidence d'une façon remarquable.

Veuillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Signé : GASTON TISSANDIER.

M. Delpeut, après la lecture de cette lettre, fait l'appel de la commission : MM. Masoard et Angot, de l'Institut ; les docteurs Chabot, Fédé, Sichel et Brocquère, le commandant Herbert-Verdin, Richard frères, Acquérini, Liénard, Delpeut et notre confrère Chincholle, du *Figaro*. Ces messieurs ont procédé aussitôt à la vérification des appareils et ont constaté :

1. Que le baromètre métallique avait marqué comme hauteur maxima atteinte par l'aérostat 7,100 mètres, et que d'après le baromètre à mercure "témoin" le ballon avait dépassé 6,000 mètres (cet instrument ne donne au-dessus de 6,000 mètre que des indications vagues ; 2. que l'hygromètre, qui au départ était à 66 degrés, s'est abaissé jusqu'à 18 degrés et est remonté à 57 degrés ; 3. que le thermomètre marquait au départ le 16 degrés 8 et qu'il s'est abaissé jusqu'à — 5 degrés.

Après ces constatations, M. Jovis a pris la parole. Il a fait d'abord observer qu'il n'était pas la cause de tout le bruit qui s'est fait autour de son ascension. De n'est pas lui qui a dit qu'il atteindrait la hauteur de 8,000 mètres. Il s'est engagé seulement à s'élever le plus haut possible et à stationner à la hauteur atteinte assez longtemps pour y faire des expériences météorologiques et hygrométriques. Il remercie les journaux de s'être occupés de lui, mais il regrette que beaucoup d'entr'eux aient un devoir le ridiculer et même l'attaquer sans attendre que le résultat de son ascension fût connu.

Il y avait là, dit-il, une question de patriotisme. M. Jovis parle ensuite des ascensions remarquables faites avant lui et retrace son voyage.

L'ascension que j'ai faite samedi était ma deux cent quinzième, et jusqu'alors je n'avais pas dépassé 4,000 mètres d'altitude. Le *Horla*, parti à sept heures de l'usine à gaz de la Villette, a d'abord été poussé vers l'Ouest. A sept heures quarante, nous retenions au-dessus de Paris. Un nouveau courant nous poussa de nouveau vers l'Ouest : il était huit heures quarante; nous étions à 4,800 mètres ; la température était alors à —3o. A neuf heures quinze nous atteignîmes 6,000 mètres et nous avions à —3o. A neuf heures quarante-cinq, nous étions à 6,600 mètres, avec une température de —1o. Enfin, à dix heures, nous sommes à 6,650 mètres, avec une température de —3o.

A ce moment, mon lieutenant Mallet est pris d'une syncope ; je suis obligé de le faire revenir à lui à l'aide de l'oxygène. A dix heures dix, nous parvenons à 7,000 mètres. La température est de—3. Mallet se trouve mieux.

Je ne suis, pour ma part, incommodé en quoi que ce soit. Nous causons ; les cordes vocales n'ont subi aucune altération ; nos forces dynamométriques n'ont pas varié.

M. Jovis raconte ensuite la descente et termine en prouvant, en somme, qu'il a accompli la tâche qui lui était imposée. Aujourd'hui, un pont d'or ne le ferait terre à terre à aller une coache d'air respirable ayant 7,000 mètres de profondeur.

LA FORTUNE DU PAPE.—Le journal l'*Italie* donne sur la fortune du pape les renseignements suivants :

"On n'a jamais eu connaissance de l'inventaire des millions laissés par Pie IX et déposés dans des banques étrangères contre un intérêt modique. Pie IX n'avait pas l'instinct de la spéculation. Il donnait à tout le monde, excepté à ses parents qu'il laisse sans fortune. Parmi les dépôts qu'il avait fait, on connaît celui de 14 millions à la Banque d'Angleterre pour que les intérêts servissent à payer les pensions des officiers de l'armée pontificale durant leur vie.

"Les pensions sont toujours régulièrement payées. Mais les années passent, les officiers meurent et les pensions s'accumulent.

"Au commencement du nouveau pontificat, l'argent du denier de St Pierre fut employé en achat d'actions du Banco di Roma et des sociétés que cette banque avait constituées, y compris celle des Maultins, dont la Porte Majeure, ainsi qu'un achat, à l'étranger, de rente italienne, achat dont furent chargés les nonces. On sait ce qui arriva pour le million envoyé pas le pape à Mgr Czachi, quand il était nonce à Paris.

"Le Saint Père avait donné ordre au nonce de trouver un placement sûr pour un million du denier de Saint Pierre, et qui provenait de la vente d'actions de l'Union générale. Le nonce fit acheter par cette banque de la rente italienne qui resta dans ses caisses jusqu'au moment du krach. La rente disparut dans la tourmente.

"Le nonce, désespéré, court chez un avocat célèbre, le priant de faire son possible pour que le Saint-Siège rentrât en possession de sa rente ; on parvint, espère-t-on, à faire valoir la prescription, car il ne convenait pas de révéler, par un procès retentissant, au monde catholique, que le pape achetait de la rente italienne alors qu'il lui-même entendre que les jours du royaume d'Italie étaient comptés. Ce furent les administrateurs de la Banque qui remboursèrent de leurs deniers le Saint-Siège."

Dictionnaire de poche :

Moire.—Substantif masculin en définition, puisqu'on dit *ad libitum* : moire grise ou grimoire.

Le point des Chimeis.—Ce teint qui se remarque chez certains individus de la race caucasienne indique de la bile dans le sang. Qui voudrait être jaune ou haut pouvoir obtenir un joli blanc en faisant usage de l'astre. Essentiel, un remède qui guérit les affections du foie. La langue pâteuse, les nausées, les maux de tête, l'haleine viciée se combattent avec cet excellent tonique, qui opère à vue violente purge, tout en fatiguant et sans préparations mercurielles qui attaquent le sang. Nos ordonnent le foie, mais aussi l'estomac et les intestins trouvent, cet amer un remède parfait qui régularise leur fonctionnement. L'usage du Rostetter Stomach Bitters est très répandu parmi les classes les plus éclairées de la population, ce qui prouve ce qu'on en a vanté les mérites mais bien parce que sa valeur s'est affirmée en toutes circonstances où on l'a mis à l'épreuve.

PICKWICK CLUB BUILDING,

No 140 rue du Canal.

B. TREMOULET

Vend en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes Comestibles de choix, etc.
Livraison à domicile. 9 nov86—1anFP

A VENDRE, pour cause de départ, le contenu de la Confiserie de N. Kuntz, encoi aux Canal et Carondelet, est offert en vente publique jusqu'au 10 septembre, et ne sera détaillé si le vendre en détail. S'adresser sur les lieux.
28 août—1 sem

INSTITUTIONS.

Institut Picard.

Pensionnat et Externat pour jeunes filles.

L'ouverture des classes aura lieu le 1er septembre. Pour prospectus ou informations s'adresser à l'Institut, 372 avenue de l'Esplanade.
28 août—2m

St Aloysius Commercial Institute,
Encoignure Chartres et Quartier.

Cette excellente Institution, dirigée par les Frères du Sacré Cœur, rouvrira ses classes le premier lundi de septembre prochain.

L'enseignement, basé que base sur les études des branches commerciales, ne laisse rien à désirer, quant à l'éducation morale et religieuse.

Le Français et l'Espagnol y sont journellement enseignés sans prix extra.

Pour l'intérêt particulier du succès des études, les parents sont priés d'envoyer leurs enfants dès l'ouverture des classes. Frère JUSTIN,
28 août—1m Directeur.

Collège Commercial St. Stanislaus

BAIE ST. LOUIS, MISS.,

sera ouvert de nouveau le 15 septembre. Ce site est très salubre. De vastes terrains, pour les élèves puissent se livrer à toutes sortes d'exercices. La cours des études a pour but de donner une complète éducation commerciale. S'adresser au Collège pour prospectus. 14 août—1m

Académie St-Joseph.

La réouverture des classes à l'Académie St-Joseph, coin des rues St-Philippe et Galvez, aura lieu lundi, 5 septembre.

Les élèves sont priées de ne pas prolonger leurs vacances.
24 août—

Collège St-Isidore.

Sme District, Nouvelle-Orléans.

COURS classique et commercial le français et l'allemand faculta. Année scolaire commence le 1er septembre. Renseignements pomdus, $20 par mois.

Pour catalogue, s'adresser au REV. J. M. SCHERER, C. S. C.
11juil—2m

COLLÈGE JEFFERSON,
(SAINTE-MARIE)

Paroisse St-Jacques, Louisiane,

Sous la direction paroissiale des Pères Maristes,

est situé dans une des sections les plus saines de l'Etat. Il se trouve sur les rives du Mississippi, 50 milles plus haut que la Nouvelle-Orléans, et a des communications toutes les heures avec celle-ci par bateaux à vapeur et par les chemins de fer Mississippi Valley et Texas Pacific.

Conditions modérées. La prochaine session commence le 4 octobre. Pour plus amples détails s'adresser au Très Rév. Thomas Henry, Cons'nt P. C., paroisse St-Jacques, Lne, ou aux Pères Maristes, Eglise Catholique, à Algar, Lne.
23 s 87—au 30 sept—F et O

Institut St-Joseph,

168 Esplanade, coin St-Claude,

COMMENCERA son année scolaire, LUNDI, le 1er septembre 1887.

L. A. PORTIER, Prin.
21 août—4. 1. 4jan. 4sep. 1pr ppt.

INSTITUTION E. G. DUREL,

Pensionnat et Externat pour Garçons,

101....RUE ST. LOUIS....101

Réouverture des classes le 1er septembre 1887. Anglais, français, mathématiques, tenue des livres.
28 août—1m mar jeu dim

Collège d'Orléans,

240 Rue Bourbon, entre St-Philippe et Ursulines.

W. E. BOBERT, Directeur.

Ouverture le 1er septembre 1887.
Prix pour externes de $2 à $4 par mois.
Prix pour internes (à un nombre limité) pension et enseignement, $16 par mois.
28 août—1 m—jeu dim.

Charte de la "Crescent City Brewing Company."

ETAT DE LA LOUISIANE, }
Ville de la Nouvelle-Orléans. }

QUE L'ON SACHE que, ce dix-neuvième jour de juillet, de l'année de N. S. mil huit cent quatre-vingt-sept.

Par devant moi, Marcel T. Ducros, notaire en cette ville et paroisse de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et assermenté,

Ont comparu personnellement les parties qui signent la présente charte, lesquelles déclarent que, se fondant sur les dispositions des lois de l'Etat de la Louisiane relatives à l'organisation des corporations dans cet Etat, elles ont convenu et contractonnent par les présentes, en s'engageant elles-mêmes et ceux qu'elles représentent, de former et de constituer une corporation pour le but et les fins ci-après indiqués, en vertu des stipulations et réglements qui suivent :

ARTICLE I.

Cette corporation sera connue comme la CRESCENT CITY BREWING COMPANY et aura domicile légal en la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane. Le président de son Conseil de Direction, et, en son absence, le secrétaire, recevra les